



Contre la Loi Travail 2

Contre les attaques contre la Fonction Publique

Pour les droits des salariés

Jamais un gouvernement, à peine élu, n'aura été aussi vite, aussi loin, dans la destruction de nos acquis sociaux.

A peine nommé, le ministre de l'Action et des Comptes publics annonce le retour du **jour de carence** et du **gel des salaires** dans la Fonction Publique, ainsi que la **suppression de 22 000 postes dans la Fonction Publique Hospitalière**. En tout ce sont **120 000 suppressions de postes (minimum) dans les services publics**, qui sont programmées. La suppression de ces postes se fera à travers le non remplacement des départs en retraite (1 remplacement sur 3).

De son côté la ministre de la Santé à peine 1 mois après sa nomination annonce **un plan d'économie sur la santé de 5 milliards sur 5 ans**. Un nouveau plan d'austérité qui ne permettra pas de combler les manques de moyens et de personnels dont souffre notre secteur d'activité. C'est la casse programmée de la Fonction Publique Hospitalière.

Nous pourrions également parler de la diminution des APL, de la suppression d'une partie des contrats aidés, des attaques contre la sécurité sociale etc...

A travers la **Loi Travail 2**, le gouvernement veut taper encore plus fort sur les salariés des secteurs publics comme privés.

Sa méthode de mise en place par **ordonnances** (pas de débat à l'Assemblée nationale et Sénat) de son projet dénote bien la méthode anti-démocratique par laquelle il entend imposer son dictat.

Ces ordonnances dévoilées le 31 août seront entérinées par le gouvernement le 20 septembre, sans attendre la

ratification du Parlement elles s'appliqueront immédiatement. Elles n'ont qu'un seul but, **casser le Code du Travail** pour favoriser les grands patrons.

La Loi Travail 2 s'inscrit dans la droite ligne de la loi El Khomri et des arguments mille fois entendus mais jamais démontrés qui font de l'excessive protection des salariés en CDI la source du chômage de masse et de la précarité.

Alors que depuis 2013, 4 réformes du code du travail ont été menées - loi dite « sécurisation de l'emploi », loi Rebsamen, loi Macron, loi El Khomri - ayant toutes en commun de faire reculer les droits des salariés, aucune évaluation n'est prévue.

La loi travail 2 est composé de 8 sujets, chacun donne lieu à une ordonnance.

Ces ordonnances sont une attaque en règle contre les droits et acquis des salariés.

Toutes ces ordonnances faites pour, soi disant, lutter contre le « déficit économique de l'Etat » et pour « favoriser l'embauche » sont en défaveur des salariés. Elles cassent nos acquis sociaux et précarisent les travailleurs.

La ministre du travail déclarait il y a quelques jours à la radio : « la lutte des classes n'existe pas ! », dans les faits c'est tout le contraire ! Il y a bien la classe qui subit les décisions du gouvernement, Nous, et celle qui profite de ces mêmes décisions pour faire du profit, les Grands Patrons.

Il va falloir lutter ensemble si nous voulons gagner contre cette machine de guerre qu'est ce gouvernement mis en place par le MEDEF. **CGT & SUD Santé vous appellent à lutter contre ces décisions qui vont aggraver le chômage et la précarité.**

AG JEUDI 7 SEPT. 13H30 DANS LE HALL

Manif Mardi 12 Septembre 14h

Bastille - Place d'Italie

Rdv pour un départ commun dans le hall à 13h